

## Le nouveau gouvernement doit écouter la colère des citoyen.ne.s

Le MOC a pris acte de la démission des ministres N-VA du gouvernement fédéral et du remaniement ministériel qui en a découlé. C'est donc un gouvernement largement minoritaire que dirigera le Premier ministre Charles Michel durant les prochains mois.

Les conclusions à tirer de cette séquence politique particulièrement dispensable sont nombreuses. La plus fondamentale d'entre elles concerne la totale déconnexion de cette crise politique par rapport aux réalités que vivent la grande majorité des Belges. À l'heure où les urgences sociales et climatiques exprimées par tant de citoyen.ne.s attendent des réponses cruciales et immédiates, le gouvernement MR/N-VA s'est enfermé dans des postures électoralistes qui ne grandissent pas le débat politique. Pire, les partis politiques à la manœuvre donnent l'impression d'une crise programmée qui aura pour conséquence de nourrir encore un peu plus la défiance de la population envers ses gouvernants.

Par ailleurs, s'il faut se féliciter de la signature par la Belgique du Pacte de l'ONU sur les migrations, il s'agit de ne pas être dupe pour autant quant au déroulement du psychodrame qui a précédé cette signature. Le positionnement de plus en plus extrême de la N-VA a été permis par le manque de fermeté du parti du Premier ministre envers un partenaire qui a donné le ton depuis quatre années en termes de politique migratoire. Cette course vers l'extrême droite que l'on observe chez nous comme dans de trop nombreux pays d'Europe et du monde est particulièrement préoccupante et demande une réponse forte de nos formations démocratiques. Il en va de leur responsabilité de ne pas s'embarquer dans une campagne électorale guidée par les débats identitaires.

Après quatre années d'un gouvernement MR/N-VA qui n'a cessé d'opposer plutôt que de rassembler, nous vivons dans une société abîmée et une démocratie fragilisée. Délesté de son parti le plus clivant, le gouvernement minoritaire de Charles Michel a aujourd'hui le devoir d'écouter la colère et les préoccupations citoyennes et de faire revivre la concertation sociale. Cela inclut, au-delà des mots, d'apporter des réponses claires et précises au niveau de l'urgence climatique, de la lutte contre les inégalités sociales et d'une politique migratoire enfin plus humaine. Une attention première doit être portée aux revenus et au bien-être de la population, avec une priorité pour les plus démunis et les laissés-pour-compte.

La confiance des citoyen.ne.s envers les institutions ne pourra être restaurée qu'à ce prix.

**Christian KUNSCH,**  
Président du MOC

*Communiqué de presse*